



Comment lire ce document ?

Ce document présente la synthèse des principales données collectées auprès de 35 informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Yalinga, durant l'évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) 2022. Les entretiens se sont déroulés entre le 8 et 14 septembre depuis la sous-préfecture de Bria. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités sur les axes évalués. Les indicateurs se réfèrent à la période des 30 jours précédant la collecte, sauf indication contraire. Pour plus d'information, voir la [méthodologie](#).

Couverture

Couverture géographique :

Localités évaluées : **9/27¹**

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité	23
- Visiteurs récents dans la localité	1
- Contact indirect avec la localité	11
Nombre total d'entretiens	35

CONTEXTE

Depuis 2013 et le début de la crise prolongée que connaît la République centrafricaine, l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays se révèle particulièrement complexe, en raison de contraintes logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit important d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones².

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview 2023), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) au niveau national pour la quatrième année consécutive. Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF).

Pour les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire dans les sous-préfectures où les acteurs humanitaires n'ont pas accès pour des raisons sécuritaires ou logistiques.

Démographie

Les résultats de l'analyse indiquent une présence de populations soit déplacées soit retournées dans toutes les localités évaluées.

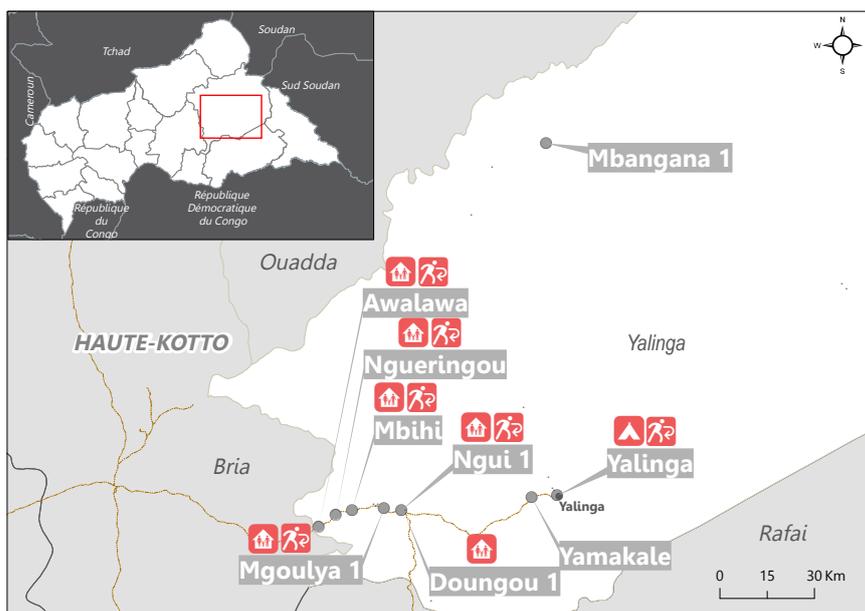
Nombre de localités évaluées où la présence de personnes déplacées a été rapportée :

En famille d'accueil		En site
5/9	Oui	0/9
1/9	Non	6/9
3/9	Aucun consensus ³	3/9

Nombre de localités évaluées où la présence de personnes retournées ou rapatriés a été rapportée :

Retournés		Rapatriés
4/9	Oui	0/9
2/9	Non	6/9
3/9	Aucun consensus	3/9

Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée :



Présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées dans les localités évaluées

- Localité évaluée
- Localité non-évaluée
- 🏠 Retournés
- 🏠 PDI en famille d'accueil
- 🏠 PDI en site

¹ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

² [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2022 \(HNO\)](#).

³ Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.



DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

Les résultats indiquent que l'insécurité est un moteur pour le déplacement dans Yalinga. Pour la population déplacée, la cause principale la plus rapportée de déplacement est le conflit armé. Pour la population retournée, la raison la plus rapportée de retour est la détérioration de la situation sécuritaire dans la localité précédente. D'ailleurs, les informateurs clés ont dit qu'il faut une amélioration des conditions sécuritaires pour la population déplacée de retourner vers leur zone d'origine. Ces résultats signalent un besoin en protection.

Nombre de localités évaluées par durée moyenne de déplacement de la population déplacée⁵ :

Moins de 1 mois	0/5
Entre 1 et moins de 3 mois	0/5
Entre 3 et moins de 5 mois	2/5
Entre 5 mois et moins de 1 an	0/5
Plus de 1 an	3/5

Nombre de localités évaluées par raison principale de déplacement de la population déplacée⁵ :

Conflit armé	4/5
Arrivée de groupes d'éleveurs transhumants	1/5

Nombre de localités évaluées par conditions requises des personnes déplacées pour envisager leur retour vers leurs zones d'origine⁵ :

Amélioration des conditions sécuritaires	5/5
--	-----

Nombre de localités évaluées par raison principale de retour de la population retournée⁵ :

Sécurité détériorée dans la localité précédente	2/4
Meilleure qualité de vie	1/4
Meilleure assistance humanitaire dans la localité de retour	1/4



PROTECTION

Un besoin pour des interventions en protection pour toute la population est aussi signalé par les résultats indicatifs suivants : Toutes les localités évaluées ont subi un incident sécuritaire, selon les informateurs clés. De plus, il a été rapporté que la sécurité reste une préoccupation pour les adultes et les enfants. Spécifiquement, la présence d'enfants séparés de leurs familles a été rapporté dans toute les localités. Une des raisons les plus citées pour cette séparation est l'insécurité.

Nombre de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :

Oui

9/9

Des **restrictions de mouvements** ont été rapporté dans **5 sur 9 localités évaluées.**

Nombre de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation⁵ :

Sécurité des adultes

Sécurité des enfants

8/8

8/8

Nombre de localités évaluées par type de risque le plus fréquemment rapporté, par sexe et par âge⁵ :

(Question à choix multiple)

Hommes	Enlèvements / kidnapping	3/8
Femmes	Violence sexuelle	4/8
Garçons (< 18ans)	Recrutement forcé de la part de groupes armés	2/8
Filles (<18 ans)	Violence sexuelle	3/8

La présence de **mineurs séparés** du ménage de leurs parents a été rapportée dans **toutes** les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où au moins un enfant (moins de 18 ans) était rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée :

(Question à choix multiple)

A été kidnappé ou enlevé	9/9
Impossibilité financière de prendre en charge l'enfant	9/9
S'est marié et a donc quitté la maison	9/9
A quitté la maison à cause de l'insécurité dans la zone	9/9
S'est perdu pendant les déplacements	9/9
A quitté la maison pour rejoindre d'autres membres de la famille	8/9
A quitté la maison pour chercher du travail ou pour travailler	8/9
Enfant disparu	7/9
A quitté la maison pour étudier	7/9
Est détenu, arrêté	7/9
A quitté la maison pour s'engager avec l'armée ou un groupe armé	5/9

⁴ Uniquement pour les localités où il était rapporté la présence de populations déplacées et/ou retournées.

⁵ Il y avait des réponses pour seulement 5 sur 9 ou 4 sur 9 localités.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La population de Yalinga peut avoir des besoins en sécurité alimentaire car selon les informateurs clés, au moins certaines localités dans Yalinga ont des problèmes d'accès à la nourriture.

Par exemple, moins de la moitié de la population ont accès à suffisamment de nourriture dans la plupart des localités évaluées (6/9), d'après les informateurs clés. Les informateurs clés ont aussi indiqué que certaines localités (3/9) n'ont pas accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche, ce qui empêche les gens de ces localités de se nourrir. **Il a été rapporté que pour s'adapter au manque de la nourriture, plus de la moitié de la population retirent leurs enfants de l'école ou font travailler les enfants, indiquant que la population est en situation de crise par rapport à la sécurité alimentaire.**

Nombre de localités évaluées par proportion de la population rapportée d'avoir accès à suffisamment de nourriture :

Très peu (< 25%)	4/9
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	2/9
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	2/9
Une large majorité (> 75%)	0/9
Aucun consensus	1/9

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :

Oui	4/9
Non	3/9
Ne sait pas	1/9
Aucun consensus	1/9

Les difficultés les plus couramment rapportées concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture de Yalinga était **les prix élevés** et **l'insécurité** pour **2 sur 9** des localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

Nombre de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de pallier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposé : (Question à choix multiple)

Dépense de l'épargne	5/9	Retirer les enfants de l'école	7/9
Emprunt d'argent	4/9	Faire travailler les enfants	7/9
Vente d'actifs non-productifs	3/9	Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	3/9
Engagement d'un membre du ménage dans des activités risquées ou illégales	1/9	Vente d'une propriété foncière	2/9

⁶ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023)

⁷ Toutes les options ne sont pas incluses. Donc, les chiffres ne correspondent pas toujours au nombre total de localités.



MOYENS DE SUBSISTANCE

Il semble que la population a aussi besoin du support en termes de moyens de subsistance. Dans la plupart des localités (6/9), le moyen revenu mensuel estimé des ménages est moins de 30 000 XAF, ce qui peut prévenir les ménages de couvrir leurs besoins, y compris la nourriture. De plus, l'agriculture a été rapportée comme source principale de revenu. Cependant, les défis rapportés à pratiquer l'agriculture peuvent aussi prévenir les ménages d'obtenir de la nourriture et d'autres choses dont ils ont besoin.

Nombre de localités évaluées par revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA - XAF⁶) :

Moins de 10 000 XAF	2/9
Entre 10 001 et 30 000 XAF	4/9
Entre 30 001 et 50 000 XAF	1/9
Entre 50 001 et 100 000 XAF	0/9
Aucun consensus	2/9

Nombre de localités évaluées par 3 principales sources de revenu des ménages⁷ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Agriculture / maraîchage	9/9	0/9	0/9
Pêche / Chasse / Cueillette	0/9	6/9	1/9
Petit commerce	0/9	1/9	2/9
Aucun consensus	0/9	2/9	4/9

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées d'être rencontrées par les ménages lorsqu'ils pratiquent l'agriculture⁷ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de semences et/ou d'outils	3/9	3/9	0/9
Insécurité	1/9	0/9	1/9
Manque de moyens financiers	0/9	1/9	1/9
Aucun consensus	3/9	5/9	6/9

% de localités évaluées par proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

Très peu (< 25%)	2/9
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	1/9
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	3/9
Une large majorité (> 75%)	1/9
Aucun consensus	2/9



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

Selon les informateurs clés les problèmes avec l'eau semblent d'être la mauvaise qualité et la distance aux points de l'eau.

La source principale d'eau rapportée dans toutes les localités est non-améliorée. De plus, dans la plupart de localités évaluées (5/9), l'aller-retour pour chercher de l'eau est plus de 30 minutes. **En termes d'installations hygiéniques, les résultats indiquent que la population peut bénéficier de plus de latrines et de savon.** Par exemple, plus de 20 personnes partagent des latrines communautaires dans la plupart de localités évaluées (6/9). En outre, moins de la moitié de la population ont accès au savon dans 5 sur 9 localités évaluées, ce qui ne permet pas à la population de s'occuper de son propre hygiène.

Nombre de localités évaluées par principale source d'eau⁸ utilisée par la majorité de la population :

Source non-améliorée

9/9

Nombre de localités évaluées par proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :

Très peu (< 25%)	2/9
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	1/9
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	1/9
Une large majorité (> 75%)	1/9
La totalité (100%)	2/9
Aucun consensus	2/9

Dans **5 sur 9** des localités évaluées, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était **supérieur à 30 minutes**.

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés pour les ménages d'accéder aux ressources en eau rapportées⁹ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Mauvaise qualité de l'eau	2/9	1/9	1/8
Manque de récipients pour collecter l'eau	1/9	3/9	2/8
Point d'eau trop éloigné	2/9	0/9	1/8
Aucun consensus	2/9	4/9	4/8

Nombre de localités évaluées où la pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population a été rapportée :

Non	6/9
Oui	1/9
Aucun consensus	2/9

⁸ Source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (référence : [WASH JMP](#)).

⁹ Pour la troisième difficulté, il y avait seulement 8 sur 9 réponses. Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

Dans **6 sur 9** de localités évaluées, l'utilisation de **latrines communautaires** à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour **5 sur 9** de localités évaluées que moins de la moitié de la population avait **accès à du savon**. Il a également été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à distance de marche à des **dispositifs de lavage des mains** dans **2 sur 9** de localités évaluées.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

Nombre de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou ne dispose pas des articles suivants, par raison : (AC : Aucun consensus)

	Introuvable	Trop cher	Dispose	AC
Lampe / torche solaire	1/9	5/9	1/9	2/9
Casserole et marmite	1/9	5/9	1/9	2/9
Savon de toilette	2/9	3/9	1/9	3/9
Bidon plastique 20L	7/9	2/9	0/9	0/9
Seau + couvercle 20L	7/9	2/9	0/9	0/9
Savon de lessive	1/9	7/9	1/9	0/9
Bassine	5/9	2/9	0/9	2/9
Couverture	4/9	4/9	1/9	0/9
Supports de couchage	2/9	4/9	0/9	3/9
Moustiquaire	6/9	2/9	0/9	1/9

L'habitat en paille est le principal type d'abris rapporté dans **6 sur 9** des localités. Par ailleurs, pour **toutes** les localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une **toiture en paille**. La présence de personnes habitant dans des **abris inadéquats** (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a été rapportée dans **1 sur 9** des localités évaluées.

Nombre de localités évaluées par premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

Fuites en cas de pluies légères	5/9
Présence de termites	2/9
Aucun consensus	2/9

Nombre de localités évaluées par proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :

Très peu (< 25%)	1/9
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	1/9
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	4/9
Une large majorité (> 75%)	0/9
Aucun consensus	3/9

D'après les résultats, les articles ménagers essentiels semblent être difficiles pour la population à trouver parce qu'ils sont trop chers ou introuvables au niveau de marché. Concernant les abris, les abris inadéquats ne paraissent pas d'être un besoin prioritaire pour la population de Yalinga car cela a été rapporté seulement dans une localité évaluée. Néanmoins, ceux qui vivent dans les abris adéquats, comme les habitats en paille, peuvent avoir des problèmes qui nécessitent un support de la communauté humanitaire. Par exemple, la fuite en cas de pluies légères est le problème le plus souvent cité avec des abris.

SANTÉ

En termes de santé, les résultats indiquent que la majorité de la population peut accéder aux services de santé à proximité, mais ces services ne sont ni de bonne qualité ni abordable. Les difficultés d'accès les plus citées sont le manque de médicaments, le manque de personnel qualifié et le coût élevé du traitement.

Nombre de localités évaluées par lieu d'accouchement de la majorité des femmes rapporté :

Maison	7/9
Formations sanitaires (FOSA)	1/9
Aucun consensus	1/9

Nombre de localités évaluées par les 3 principales raisons pour la majorité des femmes d'accoucher à domicile citées¹⁰ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Manque de personnel qualifié	1/7	1/7	1/7
Physiquement impossible pour les femmes de se rendre à la maternité ou au centre de santé	1/7	0/7	0/7
Soins trop chers	0/7	1/7	1/7
Aucun consensus	3/7	4/7	4/7

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Oui	5/9
Non	4/9

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge des services de santé¹¹ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Manque de médicaments	3/9	1/9	0/9
Absence d'infrastructures à proximité	2/9	1/9	0/9
Manque de personnel qualifié	0/9	4/9	1/9
Soins trop chers	0/9	0/9	3/9
Aucun consensus	2/9	2/9	3/9

¹⁰ Il y avait des réponses pour seulement 7 sur 9 localités enquêtées. Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

¹¹ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.



NUTRITION

Par rapport à la nourriture, certaines localités peuvent avoir des besoins. Seulement 2 sur 9 localités évaluées ont été rapporté d'avoir des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche. Même si ces services sont disponibles, ils ne sont pas peut-être forcément de bonne qualité. Les problèmes d'accès aux ces services rapportés comprennent le manque de médicaments et le manque de personnel qualifié.

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Non	3/9
Oui	2/9
Ne sait pas	1/9
Aucun consensus	3/9

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition¹¹ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de médicaments	4/9	4/9	0/9
Absence d'infrastructures à proximité	2/9	0/9	1/9
Insécurité	0/9	1/9	1/9
Manque de personnel qualifié	0/9	0/9	3/9
Aucun consensus	1/9	4/9	4/9



ÉDUCATION

Le taux de fréquentation de l'école est bas dans Yalinga, selon l'information donnée par les informateurs clés. Il a été rapporté que moins de la moitié d'enfants entre les âges de 3 à 18 vont à l'école au moins 4 jours par semaine. Ce qui peut expliquer ça sont les problèmes sécuritaires, qui ont été rapportés comme difficulté principale à l'enregistrement dans et à la fréquentation de l'école dans presque toutes les localités évaluées (8/9). Ces résultats peuvent signaler une nécessité pour des interventions scolaires.

Nombre de localités évaluées par taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

	Filles				Garçons			
	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans
Aucun élève	7/9	2/9	1/9	0/9	6/9	1/9	1/9	1/9
Une minorité d'élèves (≤25%)	1/9	4/9	3/9	3/9	0/9	3/9	2/9	2/9
Moins de la moitié des élèves (entre 25% et 50%)	0/9	1/9	2/9	3/9	1/9	2/9	3/9	5/9
Plus de la moitié des élèves (entre 50% et 75%)	0/9	1/9	0/9	1/9	0/9	1/9	0/9	0/9
Une large majorité d'élèves (≥75%)	0/9	0/9	1/9	0/9	0/9	0/9	1/9	0/9
Aucun consensus	1/9	1/9	2/9	2/9	2/9	2/9	2/9	1/9

Nombre de localités évaluées par la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :

Problèmes sécuritaires	8/9
École est trop loin	1/9

Dans **1 sur 7¹²** des localités évaluées dans la sous-préfecture de Ouadda, il a été rapporté que plus de la moitié des enfants ont **définitivement abandonné l'école** au cours de l'année scolaire 2021 - 2022.



REDEVABILITÉ (AAP)

Selon les informateurs clés, la plupart des localités (7/9) n'ont pas reçu un aide humanitaire dans les derniers 6 mois. Il a été rapporté que l'information la plus souhaitée par la majorité de la population des humanitaires est l'information est des nouvelles sur ce qui se passe dans la zone où se trouve la localité. Les moyens les plus préférés par la majorité de la population pour partager ses avis avec les humanitaires sont face à face à domicile et la réunion communautaire.

Nombre de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée :

Non	7/9
Oui	1/9
Aucun consensus	1/9

Pour **1 sur 9** localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée, cette assistance a été rapportée **insuffisante en termes de quantité**.

Nombre de localités évaluées par premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

Informations, notamment sécuritaires, de la zone actuelle	4/9
Comment obtenir de l'eau	1/9
Informations, notamment sécuritaires, de la zone d'origine des communautés déplacées	1/9
Savoir comment pouvoir se plaindre après avoir reçu de l'aide humanitaire	1/9
Aucun consensus	2/9

Nombre de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :

Face à face à domicile	4/9
Réunion communautaire	3/9
Aucun consensus	2/9

¹² Il y avait des réponses pour seulement 7 sur 8 localités évaluées.

¹³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue. À la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : **Bambouti, Ngaoundaye, Ouadda, Ouanda-Djallé, Yalinga et Zangba**. Pour des raisons logistiques et de capacité, dans la sous-préfecture de Bambouti uniquement le chef lieu a été couvert, tandis que la sous-préfecture de Zangba n'a pas été couverte.

Les données ont été collectées par les équipes REACH entre 8 et 21 septembre 2022, à travers des entretiens auprès des IC identifiés et sur la base d'un questionnaire multisectoriel. Les IC ont été identifiés en fonction de leur connaissance des localités ciblées. Notamment, les IC ont été choisis parmi :

- des résidents des localités ciblées se trouvant temporairement dans une localité accessible ;
- des personnes déplacées originaires des localités ciblées, déplacées depuis moins de 30 jours ;
- des commerçants/voyageurs/conducteurs/travailleurs dans des organisations non-gouvernementales (ONG) se rendant régulièrement dans les localités ciblées, dont la dernière visite avait été effectuée moins de 30 jours avant l'enquête.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis¹³. **Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Yalinga.**

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour le MSNA, les [termes de référence](#) de l'évaluation sont disponibles en ligne, ainsi que le [questionnaire](#). La [base de données collectées auprès de ménages](#) dans les zones réputées accessibles est disponible pour le téléchargement, sur demande, tandis que la base de données collectées auprès d'IC dans des zones difficiles d'accès n'est pas publiée pour des raisons de protection de données.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Les publications de REACH en RCA sont à retrouver [au lien suivant](#).